

RUANDA-URUNDI
SERVICE PENITENTIAIRE
Prison de Kigali

R.M.P. n° 2184/S

R.E 12785

R.E 5585/Ruh

NOM	KARAMUHE TO	
Origine	Cyumba	
Chefferie	Ndorwa I	
Territoire	Cyumba	
Profession		
R.E -	12785	
Arrêté le	11-12-51	
Condamné le	28-12-51 à	SIX MOIS SPP 75% frais officiels
N° de peine le	10-3-52	
Sorti le	8-6-52 / 15-6-52	



Le Gardien de Prison,

[Signature]

Billet d'élargissement.

Le nommé KARAHAMUHETO Grégoire
fils de Rucababunga (ev.), et de Barugirije (ev.)
Chefferie Rukiga, sous-chefferie Amigemera
colline Gumba, race muhutu
territoire de Byumba
condamné par le Tribunal de premier instance à Kigali
en date du 28/12/57
a été élargi après avoir subi sa peine de servitude pénale de 6 mois
de servitude pénale subsidiaire de -
a (ou le) contrainte - par corps de 7 jours
Ruhengeri, le 16 / 6 / 1957

Le Gardien de Prison,

P. O. *[Signature]*

R. Ecou no.

12780 5585

R. M. P. No.

2184/5

R. P. A. No.

Libération conditionnelle.

Bulletin de renseignement d. la

nommé (1)

KARAHAMUHE T. G. Grégoire,

fils de Rucakambungu (cv) et de Basugiriza (cv), originaire de la colline de Bumba, chefferie du Rubiza, territoire de Byumba, ex-lempriste.

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	T. R. R.
Date du jugement	28-12-51
Motif de la condamnation	détention d'or non ouvré
Durée de la servitude pénale principale	Six mois
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	11-12-51
Décision de la juridiction d'appel	
Date du jugement d'appel	
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	10-3-52
Date d'expiration de la peine	8-6-52

Résumé des circonstances de l'infraction. — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

Avoir, à Kalenda, chefferie Duberuka, Territoire de Bumba; Résidence du Ruanda, le 11 décembre 1951, détenu de l'or non ouvré; infraction prévue et sanctionnée par les articles 1 et 27 du Décret du 20 avril 1928 rendu exécutoire au Ruanda-Urundi, par l'ordonnance du 11 octobre 1929.

Quis d'infraction
doit confirmer amendement
17-3-52

L'Officier du Ministère Public,

Carq

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. — Après trois mois dans les cas contraires.
Après cinq ans, si la peine est perpétuelle,

Observations du gardien de la prison sur :

1° la conduite.

bonne

2° le caractère.

bon

3° les dispositions morales du détenu.

bonne.

*pas payé par
Ruepion H 3, 2*

financière.

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

*Avis défavorable - 18/3/52 - Rt Adjt. V. Anthier
mais non encore payé*

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A ne pas représenter
29.3.52

Le Vice-Gouverneur Général
Gouverneur du Congo Belge
P.O.

Le Conseiller Juridique
F. LEROY.

Pam Leroy

Résidence de Ruanda
Prison de Ruhengeri

N° 5585
R. E. 2184/5

FICHE DU DÉTENU : KARAHAMUHETO Gijane

Originaire de la chefferie Ruhengeri

Territoire Burumba

Résidence ou district Ruanda

Condamné le 28-12-57, par T. R. R.

à 6 mois S.P.P.


du chef de détention S'or non avarié

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

bonne conduite, - le 19-12-57
après 19-12-57

Tournez s'il vous plaît.

Dates	Motif	Peine
		

J.H.

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA, SEAN

Reg. du M.P. No 2184/S.-

A KIGALI.-

Reg. du rôle. No 485.-

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de Première Instance du
Ruanda-Urundi, résidant à Kigali;

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à **Kigali;**

de recevoir et emprisonner le nommé **KARAHAMUHETO; munyarwanda, muhutu,**
préqualifié, détenu à la prison de Kigali.-

condamné par jugement du Tribunal **de Résidence du Ruanda à Kigali;**

en date du **28 Décembre 1951** devenu irrévocable le **7 Janvier 1952.**

à **SIX MOIS de servitude pénale principale;**

du chef de **(voir au verso).-**

Kigali

, le **28 Décembre**

1951.-

L'Officier du ministère Public,

CH. SACRE.-

PARQUET DU RUANDA
KIGALI.

AVIS DE FIXATION AU GARDIEN DE LA PRISON DE KIGALI.

=====

Le dossier R.M.P. No 2184/S

en cause de 1) *RARAHAMBE TO*

2)

3)

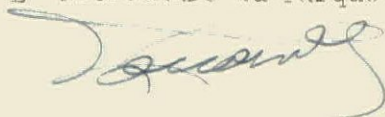
4)

5)

détenus préventivement, a été envoyé en fixation devant le Tribunal de *Residence de*
Ruanda

Kigali, le 26 12 - 1956 .

Le Secrétaire du Parquet,



RESIDENCE DE RUANDA

AVIS DE TRANSFERT

Territoire de KIGALI

Nous soussigné VANSTAEN, Igace, Gardien de Prison,

à Kigali,

mandons M. le Gardien de la Prison de Ruhengeri

de vouloir bien incarcérer les nommés :

1. NKUNDUKOZERA
2. ~~BHIM/BIRI~~
3. NTAMUGABUMWE
4. NKEJE
5. KALEGEYA
6. NSEKANABO
7. KAYUMBA
8. KAROMBA
9. BYUSA Athanase
10. LUGWABIZA
11. KAYIMBA
12. ~~KABXXA~~ KABXXA (Kabaya)
13. MUSHUKE

14. NYIRINKWAYA
15. GACANDANGARA
16. MISIGARO
17. MIPIRA
18. KAMBALE
19. SEZIRAHIGA
- KARAHAMUETO

prévenus de : Voir pièces
judiciaires
ci-jointes

infraction prévue par : id.

mis en détention préventive depuis le 8 diverses dates indiquées aux P.V.A.

~~suivant pièce dont copie ci-jointe~~

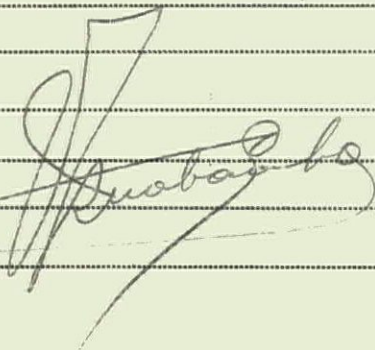
**Prière de nous renvoyer un
exemplaire signé pour réception.-**

Kigali, le 5 février 1962.

Le Gardien de Prison,

Escorte : _____

Témoins : _____



REQUISITION

a fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps,

Tribunal de RESIDENCE DU RUANDA

Conseil de guerre

12785

L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de RESIDENCE DU RUANDA

Conseil de guerre de

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de KIGALI

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé KARAHAMUBO, mungwanda, muhutu, fils de Ruchakabungo
et de Bavugirije.

condamné par jugement du

Tribunal de Résidence du Ruanda

Conseil de guerre de

du 28 décembre 1951 19 , devenu irrévocable le 7 janvier 1952

à de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de (ou) à SEPT JOURS

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de septante cinq francs.

montant des frais du procès (ou) à de contrainte par

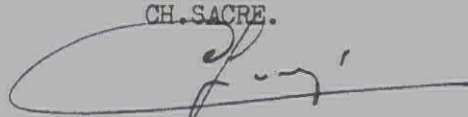
corps faute de verser la somme de montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A Kigali, le 28 janvier 1952 19

L'Officier du Ministère Public,

CH. SACRE.



LE TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA, SEANT A KIGALI, Y SIégeANT EN MATIERE REPRESSIVE, A REINDU LE JUGEMENT SUIVANT:

AUDIENCE PUBLIQUE DU 2^e DECEMBRE 1951.-

EN CAUSE :
MINISTERE PUBLIC
CONTRE :

KARAHAMUHETO Gregoire, muryarwanda, muhutu, fils de Ruchakabungo(ev) et de Davugirije(ev), originaire de la colline Tumba, chefferie Rukiga, Territoire de Bumba, et y résidant, ex-travailleur Minétain (lampiste) à Kalenda, Territoire de Bumba; détenu à la prison de Kigali;

VU par le Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali, y siégeant en matière repressive, la procédure suivie à charge du prévenu qualifié ci-dessus pour avoir :

A Kalenda, chefferie Buberuka, Territoire de Bumba, Résidence du Ruanda, le 11 décembre 1951, détenu de 1^{er} or non ouvré; infraction prévue et sanctionnée par les articles 1 et 27 du Décret du 20 avril 1928, rendu exécutoire au Ruanda-Urundi par Ordonnance du 11 octobre 1929;

VU la comparution volontaire du prévenu qui déclare renoncer expressément à son droit de réclamer la formalité de la citation

OUI le prévenu en son interrogatoire;

OUI L'officier du Ministère Public en ses conclusions et réquisitions conformes;

OUI le prévenu en ses dires et moyens de défense présentés par lui-même;

SUR QUOI, le Tribunal prononce sur les bancs, le jugement dont les termes sont repris ci-après.-

ATTENDU que le 11 décembre 1951 à Kalenda l'Officier de Police Judiciaire JANSSENS constate que le prévenu, à sa vue, prenait la fuite après avoir jeté à terre un petit paquet;

QUE le métal contenu dans ce paquet fut soumis à expertise laquelle revela qu'il s'agissait d'or non ouvré (rapport du 24 décembre 1951 établi par le Docteur JADIN, expert requis).-

ATTENDU que pour sa défense le prévenu prétend qu'il avait ramassé le paquet litigieux sur la route et en ignorait le contenu.-

ATTENDU que la fuite du prévenu devant l'Officier de Police Judiciaire et le fait de se débarrasser du paquet démontrant à suffisance que le prévenu savait parfaitement qu'il contenait de l'or non ouvré.-

ATTENDU que la détention d'or non ouvré est prévue et sanctionnée par les articles 1 et 28 du Décret du 20 avril 1928, rendu exécutoire au Ruanda-Urundi, par ordonnance du 11 octobre 1929.-

ATTENDU qu'il échet de prononcer la main-levée de la saisie opérée sur l'or litigieux, ce métal n'étant pas, car ne pouvant être, la propriété du prévenu.-

PAR CES MOTIFS :

VU les articles 5.7.8.9.16 et 17 C.P.L.ler;

VU les articles 1 et 27 du Décret du 20 avril 1928 rendu exécutoire au Ruanda-Urundi par ordonnance du 11 octobre 1929;

VU le Décret du 11 Juillet 1923, formant avec les décrets modificatifs, le Code de Procédure Pénale, le Décret du 30 Janvier 1940 formant le Code Pénal de la Colonie rendu exécutoire au Ruanda-Urundi par Ordonnance du 18 Mai 1940, le Décret du 5 Juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda-Urundi;

STATUANT CONTRADICTOIREMENT;

DECLARE l'infraction telle que libellée à la prévention établie dans le chef du prévenu KARAHAMUNETO et en conséquence le condamne de ce chef à SIX MOIS de servitude pénale principale;

LE CONDAMNE aux frais de l'instance taxés en totalité à la somme de QUATRE-VINGT CINQ FRANCS, réduite d'office à SEPTANTE CINQ FRANCS;

FIXE à SEPT JOURS, la durée de la contrainte par corps à subir en cas de non paiement dans le délai légal;

DONNE main-levée de la saisie opérée sur 0,070 grammes d'or non ouvré, ce métal n'étant pas la propriété du prévenu, et inscrit au R.O.S. du Greffe sous le n° 3/GR.-

AINSI jugé et prononcé à l'audience publique du vingt huit décembre mil neuf cent cinquante et un, à Kigali, à laquelle siégeaient Messieurs :

DANIEL VAUTHIER,
CHARLES SACRE,
VICTOR ROUARD;

JUGE SUPPLEANT;
MINISTERE PUBLIC;
GREFFIER.-

LE GREFFIER,
V. ROUARD.

LE JUGE SUPPLEANT,
D. VAUTHIER.-

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

L'an mil neuf cent cinquante et un le vingt-trois jour du
mois de décembre 1951

Par devant Nous, D. N. Karamba, Juge de Tribunal de Résidence de Nyand,
Juge de Tribunal de Police de Nyand a comparu le nommé KARAHAMUTIMO, unyandanda,
préqualifié, détenu à la prison de Nyand

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de
..... a exposé qu'une instruction du chef de (D.20-4-
2° ONU 11-10-29 art. 1 et 29)

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus de six mois que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante, et en le vingtième jour du mois de décembre 1955

Nous Juge du Tribunal de Résidence de
Juge de Police de

Attendu que le nommé YVES LAFITE
est prévenu de vol avec effraction
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de TOULON

Attendu que l'infraction est punissable de
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive,

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé
soit conduit et détenu à la prison de

Notifié au prévenu le 195 ...

Le Juge. - Sur l'incident.

W. Vanthier

Signalement :

Taille.....
 Cheveux.....
 Sourcils.....
 Yeux.....
 Front.....
 Nez.....
 Bouche.....
 Menton.....
 Barbe.....
 Figure.....
 Signes particuliers :.....

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le

de

(Conseil de guerre X

Première Instance du Ruanda-Urundi, résidant à Kigali.-

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

KARAHAMUHETO Gregoire; munyarwanda, muhutu, fils de Ruchakabungo(ev)
 et de Bavugirije(ev), originaire de la colline
 Tumba, chefferie Rukiga, Territoire de Biumba,
 et y résidant, ex-travailleur linétain (lampiste)
 à Kalenda, Territoire de Biumba.-
 prévenu de Détention d'or non ouvré;

infraction prévue par l'art. 1 et 2 du Décret du 20 avril 1928, rendu
 rendu exécutoire au Ruanda-Urundi par Ord. du 11 octobre 1929.

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est
 passible d'une peine de plus de six mois de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit KARAHAMUHETO;

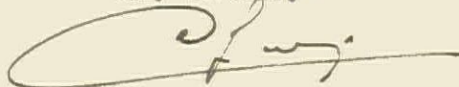
soit arrêté et conduit à la maison centrale d' Kigali.-

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de
 prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Kigali, le 15 Décembre 1951.-

L'Officier du Ministère Public.

CH. SACRE.-



(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent **cinquante et un**, le **onzième**

jour du mois de **décembre**

Nous, **JANSSENS MARCEL**

en Territoire de **Biumba**, Officier de Police Judiciaire à compétence **général dans le territoire de Biumba**

Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,

saisi le nommé **KARAHAMUHETO**, fils de **Rucakabungo (ev)**

et de **Bavakuriye**, originaire du Territoire de **Biumba**

~~colline~~ **colline** ~~chefferie~~ **Cyumba**, sous-chefferie **Rukiga**

colline **Cyumba**, résidant à **Cyumba**

inculpé de **vol et recel d'or**

et attendu que l'infraction commise par cet indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est flagrante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire

à la prison de Biumba - transféré à la prison de Kigali le 18 décembre 51

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,

M. Janssens

(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de réprimer l'infraction.